

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 22/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMCA

Chemin de Livry
BP19
95380 Chennevières-Lès-Louvres

N° Hélios : 61894
Code AIOT : 0006503634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste
- Code AIOT : 0006503634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburant Aviation -SMCA, située à Paray-Vieille-Poste, a pour activité l'approvisionnement, le stockage et la distribution de carburant d'aviation sur l'aéroport d'Orly.

Les installations SMCA de Paray-Vieille-Poste sont classées SEVESO seuil bas (Sb) en raison

notamment du volume de stockage de carburants pour avion. Les activités du site relèvent des rubriques 4734-2 (Autorisation Sb), 1432-2 (Autorisation) et 4511 (non-classé).

Thèmes de l'inspection :

- Suite des inspections précédentes
- Équipement sous pression
- Stratégie de défense incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Suite de la visite du 13/12/2021 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Suite de la visite du 13/12/2021 | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 5 | Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Prévention de la pollution des eaux | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 et 43-3-9 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Cuvettes de Rétention | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 10 | Détection hydrocarbures/ barrières techniques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 12 | Suivi des équipements sous pression – dossier d'exploitation | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I | / | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 13 | Suivi des équipements sous pression – liste des ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 14 | Suivi des équipements sous pression – inspections périodiques | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 15 | Risques liés au vieillissement | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7 | / | Demande de justificatif à | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|--|-----------------------|
| | | | | l'exploitant | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Suite de la visite du 13/12/2021 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 8 | Cuvettes de Rétention | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 11 | Test MMRI détecteur hydrocarbure | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22/11/2024 a permis de constater la réalisation des contrôles réglementaires et une amélioration de la traçabilité de ces contrôles dans la GMAO. La visite terrain a permis de constater un bon état des installations (réservoirs, rétention, tuyauteries) et le fonctionnement d'une MMRI sélectionnée au hasard (détecteur hydrocarbure n°14 situé dans la pomperie) conforme au descriptif de l'étude de dangers.

Cependant, il est attendu de la part de l'exploitant une rapide levée des non-conformités identifiées par la société APAVE vis-à-vis du risque foudre. En effet, depuis 2022 aucune action de réparation n'a été réalisée. Si ces non-conformités persistent au 1er trimestre de l'année 2025, une mise en demeure sera envisagée.

Concernant le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression, il est attendu un suivi plus rigoureux de ces équipements, notamment sur la fréquence des contrôles et la mise à jour du dossier d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 13/12/2021

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'inspection tuyauterie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024 |
| Prescription contrôlée : Application du plan d'inspection des tuyauteries prévu à l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. |
| Constats : Tuyauterie OR-STA-PAB 055 : une inspection visuelle a été réalisée par les opérateurs de la SMCA le 08/05/2024. Il a été constaté de l'oxydation du revêtement, ce qui confirme les constats des rapport MISTRAS du 6/12/2022 et du 12/12/2023. La société Grimaldi a réalisé des travaux de remise en état de la tuyauterie (cf. facture n°13851 du 29 février 2024) et l'inspection a pu constater sur le terrain la réalisation de ces derniers. Tuyauterie OR-STA-CUV-011 : il a été présenté les rapports d'inspection visuelle des opérateurs de la SMCA du 06/12/2022 et 12/12/2023. Ces rapports concluent sur une présence d'oxydation au niveau de la peinture, des accessoires et de la bride. Les constats ont été intégrés dans la GMAO le 8 mai 2024. A ce stade de dégradation, il n'est pas prévu de travaux de réfection des tuyauteries mais simplement un suivi de l'oxydation. Tuyauterie OR-STA-PAB-031 : il a été présenté les rapports d'inspection visuelle des opérateurs de la SMCA du 06/12/2022 et 12/12/2023. Ces rapports concluent sur une présence d'oxydation au niveau de la peinture, des accessoires et de la bride. Les constats ont été intégrés dans la GMAO le 8 mai 2024. A ce stade de dégradation, il n'est pas prévu de travaux de réfection des tuyauteries mais simplement un suivi de l'oxydation. La société Mistras doit intervenir en semaine 49 pour l'inspection de 2024. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection a constaté une absence de traçabilité des travaux effectués sur la tuyauterie OR-STA-PAB 055. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Suite de la visite du 13/12/2021

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024 |
| Prescription contrôlée : |

L'exploitant déclare que la société APAVE a fait une vérification des installations de protection contre la foudre en août 2022 et août 2023. Ces rapports mentionnent 7 non-conformités qui ne sont pas encore levées.

Constats :

Une commande (bon de commande n° 2024.0943 du 09/10/2024) est contractualisée auprès d'Actemium pour solder les 7 anciennes non conformités ainsi que la nouvelle non conformité de 2023 (interconnecter le feuillard au circuit d'équipotentiel local).

Sous réserve des accès autorisés pour les techniciens d'Actemium au niveau de la station, la SMCA s'engage à solder les 8 non-conformités avant le 31 janvier 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place les actions permettant de solder les non-conformités mentionnées dans le rapport APAVE afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations de protection contre la foudre. Les non-conformités relatives au risque foudre figurant dans les précédents rapports d'inspection sont maintenues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite de la visite du 13/12/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43

Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

En réponse à l'Obs 4.1 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant indique que les données de calcul justifiant les moyens mis en œuvre dans différents scénarios sont en cours de correction.
En réponse à l'Obs 4.2 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant a présenté sur le calcul du taux d'application réalisée par une note du cabinet EGI. Cette note conclut :

- sur la disponibilité du volume d'eau et d'émulseur nécessaire réglementairement pour l'extinction;- Pour le feu des cuvettes des bas 1 à 3 et 11 à 13, le volume d'eau total nécessaire est supérieur au volume de la réserve d'eau. Une réalimentation de la réserve incendie par l'un des 3 réseaux d'eau de ville disponible.
- sur la nécessité d'ajouter de nouvelles boîtes à mousse et/ou modifier des boîtes à mousses existantes
- sur la nécessité de doper la couronne de refroidissement du réservoir 3.L'exploitant déclare prendre en compte le nouveau taux d'application retenu qui sera intégré dans le POI qui sera modifié au mi-2023.

En réponse à l'Obs 4.3 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant déclare intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimenté dans le prochain POI, ainsi que pour les autres

scénarios retenus sur le site.

Ces observations sont maintenues.

Constats :

La SMCA confirme que les nouveaux taux d'application ont été intégrés au POI. L'inspection a vérifié par échantillonnage les taux d'application en eau et en émulseurs. Il en ressort que ceux-ci sont conformes à l'article 43 de l'arrêté en référence.

Contrairement à la réponse de la SMCA suite à l'inspection du 18 novembre 2021, le POI du site de Paray-Vieille-Poste n'a pas été revu dans le but d'intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimentée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La SMCA doit revoir le POI afin d'intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimentée.

De plus, il convient que la SMCA se positionne sur les conclusions du document technique EGI daté du 15/05/2013 (nécessité d'ajouter de nouvelles boîtes à mousse et/ou modifier des boîtes à mousses existantes + nécessité de doper la couronne de refroidissement du réservoir 3).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37

Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique et la maintenance des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

Article 37 : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et de la maintenance.

Constats :

Examen du Q18 2024. Le dernier Q18 de l'APAVE 2024 a été réalisé le 03/09/2024. Il conclut sur 2 nouveaux dangers + 1 danger déjà constaté :

- 1- Absence de dispositifs de protection contre les surintensités
- 2- Dysfonctionnement des dispositifs différentiel à courant résiduel

3- Défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risque d'incendie.

Les demandes d'intervention ont bien été intégrées dans la GMAO.

De plus, le dernier rapport de contrôle électrique de 2024 fait état de 6 anciennes et 20 nouvelles non-conformités.

Les demandes d'intervention ont été intégrées avec une échéance prévue le 14/02/2025. Le bon de commande n° 2024.0952 a été contractualisé le 11/10/2024 pour solder ces anomalies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier la levée de ces écarts afin de garantir la conformité des installations électriques face au risque incendie/explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stock et fiches de données et sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.

L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Lors de l'inspection de décembre 2023, il a été constaté une rétention sous-dimensionnée dans le local de stockage de produits chimiques.

Constats :

Un tri des produits chimiques a été engagé et une nouvelle rétention est mise en place. Cependant, l'armoire de produits chimiques ne présente pas la capacité nécessaire pour contenir ces liquides en cas de déversement accidentel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revoir, dans le local de stockage des « petits contenants » de produits chimiques, la capacité des rétentions permettant de recueillir ces produits en cas de déversement accidentel

et s'assurer de la compatibilité des produits ayant une rétention commune conformément à l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53

Thème(s) : Risques chroniques, protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.

Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Ces documents font notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents liquides ne dégradent pas les réseaux de collecte.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes.

Constats :

L'inspection quinquennale du réseau de collecte des effluents comprenant l'inspection télévisée des tuyauteries enterrées est prévue au mois de décembre 2024 par la société SNAVEB, conformément au bon de commande du 2 septembre 2024 n° 2024.0815. L'inspection concerne

tout le réseau EP sur une longueur de 780 mètre linéaire (le séparateur n'est pas compris dedans). Le poste de chargement camion est situé sur une aire béton et ne possède pas de rétention. Les effluents sont directement acheminés vers le séparateur à hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le séparateur à hydrocarbures étant la propriété d'ADP, l'exploitant doit mettre en place une procédure ou fiche réflexe avec ADP afin d'isoler rapidement le site en cas de pollution accidentelle sur la zone de chargement de camion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 et 43-3-9

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

Prescription contrôlée :

43-3-9. L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les extincteurs ont été vérifiés en février 2024. La prochaine vérification est prévue en décembre 2024.

L'automate de défense contre l'incendie a été vérifié par la société DR systems le 13 novembre 2024. Les tests sont concluants.

Un test hebdomadaire est réalisé sur les groupes motopompes. Les tests en eau sont réalisés périodiquement.

L'émulseur utilisé sur la station est annuellement envoyé en analyse et testé sur feu réel. Le dernier rapport du 01/02/2024 sur l'efficacité opérationnelle des émulseurs est concluant.

Les boutons d'arrêt d'urgence ont été testés le 23/05/2024. Les résultats des tests sont concluants.

Aujourd'hui, la SMCA n'est pas en mesure de garantir les débits formalisés dans l'étude de dangers.

Des campagnes de mesure de débit des moyens de lutte contre l'incendie (rideaux de protection, couronnes de refroidissement, boîtes à mousse des bacs, déversoir des cuvettes, etc.) sont prévues par la société Air profil au 1er trimestre 2025 pour confirmer les débits valorisés dans l'étude de dangers (la première campagne de mesure a eu lieu en novembre 2024). Bien que les bornes incendie ne rentrent pas dans les calculs d'autonomie en matière de stratégie d'extinction, il est prévu de les intégrer dans cette campagne de mesure.

| |
|--|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La SMCA <u>doit démontrer que les débits des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie de la station sont conformes avec les débits annoncés dans l'étude de dangers et du plan d'opération interne.</u></p> <p>La GMAO ne recense pas la vérification des moyens de lutte et de défense contre l'incendie. Un tableau de synthèse de contrôle des moyens de lutte et de défense contre l'incendie (hors GMAO) a été présenté à l'inspection. <u>Les fréquences de contrôle renseignées dans ce tableau doivent être mises à jour.</u> Un autre tableau de synthèse spécifique PM2I (hors GMAO) existe. <u>Il serait opportun de regrouper toutes les informations relatives aux différents contrôles périodiques dans un seul et même outil de synthèse.</u></p> <p>L'inspection rappelle l'interdiction d'utiliser à partir du 4 juillet 2025 les émulseurs communément appelés C8 ou chaîne longue contenant plus de 25ppb d'acide perfluorooctanoïque (PFOA) ou plus de 1 ppm de PFAS. Si la SMCA est concernée par cette interdiction, elle doit anticiper la fourniture d'un nouvel émulseur conforme à la réglementation européenne (règlement 2020/784 de la commission du 8 avril 2020).</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
|--|

N° 8 : Cuvettes de Rétention

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, contrôle étanchéité des rétentions</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024 <p>Prescription contrôlée :</p> <p>22-2-1. Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.</p> <p>Constats :</p> <p>Le programme de surveillance des cuvettes ainsi que le tableau de synthèse de suivi des cuvettes a été présenté à l'inspection.</p> <p>Le formulaire ENR 042 OY dans lequel sont enregistrés les contrôles visuels a été révisé.</p> <p>Aujourd'hui le personnel d'exploitation contrôle visuellement les cuvettes tous les samedis. Il a été présenté à l'inspection le constat de visite annuelle approfondie de la cuvette 13 par l'APAVE. Rapport diffusé le 29 octobre 2024.</p> |
|--|

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| N° 9 : Cuvettes de Rétention |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de modernisation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024 |
| Prescription contrôlée : État initial Un état initial a-t-il été réalisé pour la cuvette ? Le contenu de l'état initial est-il conforme au guide ? Informations manquantes ? En cas d'informations manquantes, justifications (démarches réalisées, auprès du constructeur par ex., mesures éventuellement effectuées pour obtenir l'information ...) Programme de surveillance Présentation du programme de surveillance associée à la cuvette ? Date de la dernière visite de surveillance ? Respect de la périodicité annuelle ? Les visites de surveillance sont effectuées selon une périodicité annuelle pour les ouvrages de catégorie II. Suite à cette visite et à l'analyse des fiches de surveillance constituées alors, l'ouvrage a-t-il été classé selon son état ? Si l'ouvrage a été classé 2E, 2, 3 ou 3P, une date a-t-elle été fixée pour le retour des investigations complémentaires ou pour la fin de mise en œuvre des opérations correctives le cas échéant ? |
| Constats : L'état initial des cuvettes de rétention n'a pas pu être présenté à l'inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La SMCA doit réaliser un état initial des cuvettes de rétention à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction (volume de la rétention, caractéristiques de l'étanchéité, tenue au feu, etc.), de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 10 : Détection hydrocarbures/barrières techniques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de détecteur hydrocarbures |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées. [...]</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a procédé à la révision de la fiche opératoire FO-777-OYRY. Une colonne MMR a été créée dans la GMAO.</p> <p>Concernant la MMR "détecteur hydrocarbure", l'étude de dangers fixe une maintenance de la centrale de détection hydrocarbure à une fréquence trimestrielle. Cette fréquence n'est pas cohérente avec le plan de maintenance SMCA et la boucle MMRI des détecteurs hydrocarbures qui prévoient une maintenance semestrielle.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il convient que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• transmette à l'inspection les deux derniers contrôles externes des détecteurs hydrocarbure réalisés par la société LAKOTA en 2024• mette en cohérence la fréquence de maintenance entre l'étude de dangers (maintenance trimestrielle) et le plan de maintenance issu de la GMAO (maintenance semestrielle). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 11 : Test MMRI détecteur hydrocarbures

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Test MMRI |
| Prescription contrôlée : Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. |
| Constats : L'inspection a procédé au test du détecteur liquide d'hydrocarbures n°14 situé dans la zone pomperie. Pour ce détecteur, l'étude de dangers prévoit une alarme en moins de 30s après la rupture de l'élastique suivie d'une levée de doute par un opérateur. Le test réalisé le jour de l'inspection répond aux exigences de l'étude de dangers. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Suivi des équipements sous pression – dossier d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I |
| Thème(s) : Risques accidentels, ESP |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis. |
| Constats : |

Il existe 3 équipements sous pression au niveau de la station SMCA de Paray-Vieille-Poste :

- Une cuve poste de secours 200L (ou 270L mentionné dans le rapport Apave) contrôlée le 18/11/2022
- Une cuve atelier 500L contrôlée le 18/11/2022
- Une cuve production 200L (ou 270L mentionné dans le rapport Apave) contrôlée le 18/11/2022

Bien que les contrôles périodiques soient correctement réalisés, la SMCA ne détient pas de dossier d'exploitation de ces équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La SMCA doit établir un dossier d'exploitation pour chacun de ses équipements sous pression, conformément à l'article 6 de l'arrêté cité en référence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Suivi des équipements sous pression – liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, ESP

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant ne détient pas de liste des équipements sous pression soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure d'identifier tous les équipements sous pression du dépôt. Cette liste, qui peut être intégrée dans la GMAO, doit indiquer, pour chaque équipement : le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Suivi des équipements sous pression – inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, ESP

Prescription contrôlée :

L'inspection périodique est réalisée [...] par un organisme habilité [...]

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Les inspections périodiques des équipements sous pression sont réalisées conformément à l'article 17 de l'arrêté cité en référence.

Toutefois, les dates des prochaines inspections périodiques et requalifications périodiques renseignées dans la GMAO ne correspondent pas aux dates mentionnées sur les rapports et sur les cuves en question.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La SMCA doit revoir les dates des prochaines inspections et requalifications périodiques de la GMAO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Risques liés au vieillissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, MMRI – état initial

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. [...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...] L'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013.

Constats :

L'état initial des MMRI suivantes a été présenté à l'inspection :

- détecteurs hydrocarbures

- détecteurs liquides
- NSH
- NSTH

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'état initial des MMRI, les informations suivantes sont manquantes ou incomplètes :

- les conditions environnementales doivent être précisées
- le temps de réponse de l'équipement doit être détaillé conformément à l'étude de dangers
- la position de repli en cas de défaillance détectée doit également être précisée.

De plus, la fiche de vie des MMRI doit être renseignée au fil de l'eau. Les éventuelles réparations ou anomalies constatées doivent figurer dans la fiche de vie de l'équipement.

La SMCA doit compléter l'état initial et les fiches de vie des MMRI présentées à l'inspection et mettre en place une organisation permettant d'assurer ce suivi dans le temps.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

